

INTERVIEW ACCORDÉE PAR M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À LA TÉLÉVISION ARGENTINE, SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE NOTAMMENT EN MATIÈRE DE DÉFENSE, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, MERCREDI 18 SEPTEMBRE 1985.

18 SEPTEMBER 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Tout d'abord je voudrais vous remercier de recevoir la télévision argentine pour cet interview et je voudrais tout particulièrement vous remercier en tant que Président de la République française et en tant qu'homme politique de ne pas nous avoir demandé de soumettre au préalable les questions.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas l'habitude de le faire et j'ai aucune raison de le faire avec vous, donc posez-moi les questions que vous souhaitez.

- QUESTION.- D'après les statistiques de l'UNICEF, dans le monde meurt toutes les cinq minutes un enfant à cause de la malnutrition et ce, tout particulièrement, dans les pays en voie de développement, or il serait possible de résoudre ce problème grâce à la suppression simplement de moins de 12 missiles ou grâce à l'utilisation d'un centième du produit brut du monde entier ?

- LE PRESIDENT.- C'est exactement la proposition que j'ai faite à l'organisation des Nations unies. Lorsque je m'y suis exprimé il y a deux ans maintenant, j'ai proposé un plan qui n'était pas le premier de ce que l'on pourrait appeler désarmement et développement. La France souscrira à toutes propositions utiles dans ce sens et réduira son propre armement si, bien entendu, les autres puissances nucléaires en font autant. Mais je vous donne à l'avance mon accord.

QUESTION.- Est-ce que la France va poursuivre ses expériences nucléaires dans le Pacifique Sud ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement.

- QUESTION.- Quelles seront les conséquences de cela sur l'écologie et sur les habitants car je suppose que vous avez entendu un certain nombre de critiques sur ce point ?

- LE PRESIDENT.- Trois mille personnes vivent à Mururoa. Des techniciens du commissariat à l'énergie atomique, des militaires français et quelques centaines de polynésiens. Il n'y avait personne à l'époque des expériences atmosphériques. Je le répète il y en a trois mille avec les expériences souterraines. Je les ai rencontrés il y a quelques jours. Ils n'ont pas plus le goût du suicide que vous et moi. Ils m'ont tous dit d'abord il n'y a jamais eu un seul cas de maladies pour excès de radioactivité. La radioactivité de cet atoll de Mururoa en raison sans doute des conditions particulières est moindre que là où nous parlons pour l'instant, si bien que nous considérons que toutes les précautions ont été prises. Est-ce que vous avez posé la même question au Président Reagan, à M. Gorbatchev, à Mme Thatcher et à M. Teng Hsiao Ping ?

- QUESTION.- Ce serait plus intéressant de leur poser la question pour connaître leur réponse.

- LE PRESIDENT.- Exactement. Moi je suis pour la suppression de tout armement nucléaire. Quand je pense que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont chacune entre elles 10000 charges nucléaires, la France 150, je pense qu'ils pourraient faire un geste avant de se retourner contre la France, avant que l'opinion publique ne se retourne contre la France. J'ajoute qu'ici à Paris, nous ne sommes pas plus loin des expériences nucléaires soviétiques que les Australiens et les Néo-Zélandais le sont de Mururoa, que dans le rayon d'action de 1000 kilomètres autour de Mururoa vivent moins de 5000 personnes qui ne se plaignent pas et qu'autour du point du Névéda où ont lieu les expériences souterraines américaines et anglaises, vivent 37 millions de personnes. Il serait intéressant d'entendre exposer les arguments de ce côté-là.

QUESTION.- Il y a quelques mois, j'étais au sommet de Bonn, à la réunion des Chefs d'Etat `sommet des pays industrialisés`, or vous avez parlé en défense d'un grand nombre de pays en voie de développement et en faveur d'une révolte économique internationale, or beaucoup de Présidents démocratiques d'Amérique latine font la même chose. Que pouvez-vous nous dire sur ce point ?

- LE PRESIDENT.- Je le dis depuis quatre ans et pas simplement depuis ma visite au sommet de Bonn, c'est même le premier discours que j'ai eu à prononcer. C'était à Mexico juste après mon élection. C'est dire qu'il s'agit là d'un acte ou d'une pensée maîtresse de notre technique française. Pour le sujet

particulier que vous évoquez, mon refus est de voir s'engager sans préparation plus approfondie des négociations commerciales pour mettre à bas toutes les formes de protectionnisme. Je m'y suis opposé pourquoi ? Parce que ce dossier n'était pas prêt.

- Combien de pays dans le monde pratiquent des formes directes de protectionnisme y compris les Etats-Unis d'Amérique ? Pourquoi accepter, nous la France, d'être mis en accusation sur ce chapitre ou d'être soumis à des pressions extrêmes sans que tout soit sur la table. Tout. Je demande que tous les éléments de protectionnisme international soient mêlés à la même négociation. Alors comme je suis partisan de la fin du protectionnisme, je prendrai les dispositions qu'il faudra pour ce qui concerne mon propre pays. Déjà, je dois le dire, nous avons accompli de grands progrès. D'autre part, j'avais été informé de l'opposition de quelques grands pays, dits généralement du tiers monde même si c'est une expression qui ne traduit pas la réalité, (on dira de l'Inde, du Brésil et de quelques autres) qui avaient fait savoir leur propre proposition, estimant que cette discussion était mal amorcée et je pensais qu'il n'était pas possible que ces pays, parce qu'ils sont simplement industriellement plus forts que les autres, décident pour tout le monde.

- C'est la négation même de la société internationale. Alors je n'en reste pas moins partisan d'une négociation internationale pour la fin du protectionnisme. Je suis pour, je ne suis pas contre. Mais je voudrais que cette conférence soit négociée après des travaux préparatoires extrêmement précis. Pourquoi est-ce que les Japonais pratiquent un protectionnisme sans le dire ? Pourquoi est-ce que les Etats-Unis veulent prendre des mesures anti-européennes alors qu'ils ont eux-mêmes tellement à mettre à bas le système protecteur ? Mais pourquoi est-ce que l'Europe ne participerait pas à ce débat car il y a aussi certaines formes de protectionnisme européen. Si tout est là, la France dira oui. J'espère qu'on arrivera à ce point de la discussion. Mais quand j'étais à Bonn, nous n'en étions pas là.

QUESTION.- Il y a une autre manifestation de l'indépendance de votre politique. Je parlerai concrètement de la réponse que vous avez donnée à l'initiative de stratégie des Etats-Unis connue sous le nom de guerre des étoiles, sous la forme de plan Eureka. Quelles sont les différences qui existent entre la guerre des étoiles et Eureka ?

- LE PRESIDENT.- Alors là je crois qu'il y a une erreur. Eureka n'est pas une réponse à l'IDS. Il y a des points de comparaison que je comprends. Il s'agit de technologies de pointe et ces technologies de pointe peuvent avoir des applications civiles et des applications militaires. Donc il y a une certaine concurrence sur des points bien précis par exemple ce qu'on appelle les cerveaux, les savants. S'ils sont employés là, ils ne seront pas employés ailleurs. Pourquoi est-ce que l'Europe accepterait l'évasion des savants et des techniciens vers l'Amérique ? Et puis il y a aussi un problème de crédits. On ne peut pas non plus jeter l'argent par les fenêtres. Cela étant dit qui justifie votre question, Eureka n'est pas une réponse à l'IDS. Le projet Eureka, nous l'avons déjà imaginé ici avant même d'être saisis de la proposition de M. Reagan et d'autre part son objectif n'est pas militaire. Il ne se situe pas sur le plan stratégique alors que c'est l'objet même de l'initiative stratégique.

`Suite réponse sur l'initiative de défense stratégique`

- Mon refus de participer en tant que France à une initiative américaine s'explique par beaucoup de raisons qui seraient trop longues à exposer ici. Mais enfin je m'en tiendrai à quelques données essentielles.

- D'abord je ne vois pas très bien l'intérêt sur le -plan de l'opportunité. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique négocient à Genève sur le désarmement et ils ont mis le problème de l'espace à l'ordre du jour de leur réunion. Engager tout de suite une action d'armement avant d'en avoir vraiment débattu, c'est une contradiction, bien entendu je comprends bien que cela peut être aussi une façon d'arriver sur la table des négociations de Genève avec une sorte d'atout supplémentaire. Mais personnellement je ne pense pas que ce soit opportun.

- D'autre part, plusieurs pays d'Europe sont actuellement sollicités d'installer sur leur territoire des armes militaires sophistiquées. C'est le cas des Pershings 2, c'est le cas des missiles de croisière. Que voulez-vous dire aux Allemands, aux Hollandais, aux Belges, aux Anglais ? Quand on leur dit "acceptez cet armement, sans quoi l'Europe risque d'être séparée de l'Amérique", ce qui est normal serait un drame, mais je leur dirais : acceptez cet armement qui vous désigne quand même comme cible dans une guerre éventuelle. Il y a des rassemblements, des manifestations, des attentats et en même temps, on leur dit, vous avez ce qui ne sert à rien. Il y a déjà autre chose. C'est difficile à faire comprendre à

on leur dit, vous savez ça ne servira à rien. Il y a déjà autre chose. C'est difficile à faire comprendre à des opinions très inquiètes.\

`Suite réponse sur l'initiative de défense stratégique`

- D'autre part, je pense que l'essentiel d'une stratégie occidentale c'est d'éviter qu'il y ait une trop grande séparation entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis d'Amérique. Quelle que soit l'ambition du projet, on ne peut pas penser qu'il y aura des satellites autour de la planète capables d'assurer l'étanchéité absolue.

- On peut imaginer qu'il sera plus facile de protéger ce que l'on appelle les silos américains, c'est-à-dire les endroits où se trouve l'armement atomique, les missiles américains, certes si l'Amérique est protégée, d'une certaine façon l'Europe l'est aussi. Après tout, s'il n'y a pas de guerre nucléaire, c'est l'essentiel de ce que l'on désire obtenir. L'arme nucléaire française est elle-même purement défensive, elle est, comme l'on dit, dissuasive. Nous serions capables de provoquer des dommages à un adversaire éventuel, des dommages tels que le risque est supérieur à l'enjeu, au détriment de qui nous attaquerait, mais notre stratégie n'est bonne qu'à cela, qu'à dissuader, elle n'est pas faite pour gagner la guerre, elle est faite pour qu'il n'y ait pas de guerre, et je pense que la dissuasion mondiale risque d'être affaiblie s'il y a une Europe dégarnie tandis qu'il y aurait une Amérique renforcée. Les opinions publiques, cela compte, et d'un côté l'opinion publique rassurée pourrait dire : mais pourquoi faisons-nous tous ces efforts, et l'opinion publique, celle de l'Europe plus inquiète, dira : pourquoi nous expose-t-on de cette façon ?

- Enfin, dernier argument, mais il y en a beaucoup d'autres, pour aujourd'hui : la paix, selon moi, tient à l'équilibre entre les forces, entre les blocs. Equilibre, pas de guerre ? déséquilibre : guerre possible. Il n'y a pas besoin d'en dire davantage.

- QUESTION.- En définitive, monsieur le président, est-ce que vous croyez qu'il peut y en avoir une ?

- LE PRESIDENT.- C'est difficile de s'engager dans les paris de cet ordre. Je vous répondrai que tout doit être fait pour qu'il n'y ait pas de guerre, et le tout, cela veut dire quoi : à la fois avoir des démarches pacifiques et le dialogue et de détente nécessaire et à la fois se faire respecter. Une faiblesse est facteur de guerre, mais l'arrogance est aussi facteur de guerre & il faut savoir avancer entre ces deux périls.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment l'Amérique latine peut s'intégrer au projet Eureka ? Est-ce qu'il y aurait une très grande différence entre l'Europe et l'Amérique latine, étant donné que l'Europe a le projet Eureka et l'Amérique latine est sans projet ?

- LE PRESIDENT.- A priori, vous me posez la question, je ne m'y attendais pas, mais je vous répondrai, pourquoi pas ? Quand nous avons lancé ce projet en France, nous avons eu à faire face au scepticisme général, y compris de la presse française, autrement dit, cela ne marchera jamais. Or, vous savez que la Communauté européenne `CEE` est actuellement composée de dix pays, bientôt douze, mais je crois qu'il y avait déjà à la première réunion dix sept pays européens, c'est dire que cela a intéressé bien au-delà de la Communauté européenne : l'Autriche, la Suède, la Suisse, bien d'autres & je ne vois pas pourquoi nous limiterions l'adhésion à l'Europe puisqu'il s'agit d'accroître nos connaissances, notre domination de la matière, notre capacité de connaître mieux, la pratique du laser, de connaître à la fois tous les prolongements possibles pour les micros-ordinateurs, pour les transistors, être capable de développer tout ce que l'on peut connaître de l'optronique c'est-à-dire de tout ce qui réunit la mécanique et l'optique, naturellement l'électronique, la mécanique électricité. Là-dessus, il y a certainement beaucoup de gens parfaitement capables en Amérique latine de nous apporter ce que nous n'avons pas, donc moi a priori je ne vois que des avantages. Il faut simplement faire très attention à ne pas se lancer dans un projet qui apparaîtrait comme monstrueux, donc irréalisable mais en avançant pas à pas, y compris avec des pays d'Amérique latine, moi, je serais tout à fait d'accord.\

QUESTION.- Monsieur le Président il y a une question qui touche particulièrement la sensibilité des Argentins étant donné que cela va dans le sens des droits de l'Argentine, c'est la question des Malouines et souvent nous Argentins, nous regardons vers la France pour savoir comment la France pourrait appuyer l'Argentine en ce qui concerne la revendication de sa souveraineté, souveraineté naturellement inéluctable ?

- LE PRESIDENT.- Oui, la France s'est trouvée, dans une contradiction entre deux amitiés. D'une part, elle a participé à la même alliance et elle a un voisinage historique qu'il est inutile d'expliquer davantage

et géographique avec la Grande-Bretagne - cela ne nous a pas empêchés de nous battre au travers des siècles mais enfin depuis le début de ce siècle nous sommes devenus deux pays amis, nous appartenons à la même Communauté `CEE`, situation un peu difficile et d'autre part, nous avons vraiment une tradition très forte d'amitié avec l'Argentine, donc situation politique un peu difficile. Je pense que la façon dont il y a eu initiative ou agression qui ne correspondait pas à l'intérêt. A ma connaissance la négociation avait lieu. Maintenant ne revenons pas sur le passé, d'abord je n'ai pas la documentation suffisante, ensuite ce n'est pas à moi de juger des intérêts souverains des autres mais je pense que la priorité doit être donnée maintenant à la négociation, à la reprendre à l'endroit où elle a été interrompue et dans une négociation aucun sujet ne peut être interdit donc je verrai avec faveur la réouverture d'une négociation qui pour l'instant s'oppose à des pétitions de principe c'est-à-dire que l'un des deux partenaires dit : "moi je ne discute pas si on parle de souveraineté". Je crois qu'il faut quand même plus de souplesse dans cette affaire car après tout aucun des deux pays n'a intérêt à prolonger un état de guerre. Nous ferons des suggestions à l'Organisation des Nations unies lors de la prochaine session. Je me souviens que lorsque j'ai été informé dans la nuit de ce qui venait de se passer aux Malouines, j'ai téléphoné à quelques hauts fonctionnaires pour leur dire : "faites-moi le point un peu de la situation juridique des Malouines". Alors l'un d'entre eux m'a dit : "eh bien l'Angleterre et l'Argentine disent que c'est à eux ou à elles, mais c'est à la France". Je me suis dit : épargnez-moi, nous n'allons pas refaire toute l'histoire, et d'autre part l'Espagne, l'Espagne a eu cette succession naturelle et puis nous n'allons pas recommencer tout cela, moi je soutiendrai la paix et je ne demanderai rien pour la France que l'amitié des Argentins.

- QUESTION.- Ce qui serait intéressant, c'est que ce haut fonctionnaire qui a fait ce raisonnement en ce qui concerne le voisinage de la France avec la Grande-Bretagne comprenne le voisinage de notre continent avec les Malouines ? C'est le même concept politique et c'est pour cela que les îles vous appartiennent.

- LE PRESIDENT.- A vrai dire je ne sais pas s'il m'a dit cela sérieusement. Telle n'est pas ma thèse, même si je suis très content de savoir que la France a rempli son rôle dans cette partie du monde. Je crois que la Grande-Bretagne serait sage en engageant une négociation qui parviendrait à sortir de l'impasse actuelle, je le répète aucun sujet de négociation ne devrait être interdit.

QUESTION.- Monsieur le Président en ce qui concerne les problèmes en Amérique centrale, quelle est votre position en ce qui concerne le Nicaragua et le groupe de Contadora.

- LE PRESIDENT.- Elle est bien connue, notre position. Nous avons fait beaucoup de déclarations à ce sujet, j'en ai même fait une devant le Congrès américain. Je pense le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste un principe fondamental de la société, de droit international et qu'il n'y a pas à interférer, à s'introduire dans les affaires souveraines de ces deux pays. Les rebellions qui s'y produisent ou les révolutions sont celles de peuples qui veulent conquérir leur indépendance économique et politique. Je ne peux qu'approuver cela. Bien entendu dans la mesure où il y a un conflit, surtout des conflits de politique intérieure, entre des groupes politiques, des clans, parfois des armées, mon rôle n'est pas d'arbitrer entre eux alors dans ce cas je tomberais dans le défaut que je reproche à ceux qui interviennent, mais je dis il faut d'abord partir d'une position de principe. Le droit des peuples de ces pays est de se déterminer eux-mêmes et si l'Occident empêche cette évolution il poussera automatiquement les dirigeants de ces peuples à s'adresser ailleurs et ils internationaliseront des conflits qui auraient dû rester des conflits locaux. Je reconnais que ce langage qui pouvait être tenu il y a quelques années risque d'être de moins en moins exact parce que les influences extérieures sont de plus en plus nombreuses, une situation nouvelle se crée tous les jours. J'ai soutenu dès le point de départ cette thèse, j'ai fait une déclaration au Mexique développant cette orientation. J'ai même été dénoncé par plusieurs des pays d'Amérique latine qui aujourd'hui soit à partir de Contadora, soit ... bon très bien. Aujourd'hui nous sommes tous d'accord, non seulement le groupe Contadora mais aussi ce qu'on pourrait appeler le groupe de Lima. Je suis moi tout à fait partisan, j'ai chaque fois appuyé les initiatives de ces groupes et je me souviens de tout ce qui a été dit contre la France parce que nous avons envoyé des aides matérielles qui n'avaient rien d'offensif mais qui étaient utiles au Nicaragua. Je pense que la voie de la sagesse ce serait de reconnaître, là comme ailleurs, que les oligarchies économiques ou que les dictatures toujours sanglantes doivent céder le pas au choix démocratique.

QUESTION.- Je voudrais savoir quelles seront les prochaines mesures prises par le gouvernement français en ce qui concerne certains sujets brûlants comme la Nouvelle-Calédonie et la Guadeloupe ?

- LE PRESIDENT.- Le fait que vous posiez cette question juste après l'autre montre que vous établissez une assimilation alors que c'est très contestable parce qu'en Guadeloupe les gens votent, les partis indépendantistes n'ont jamais dépassé 2, 3 % en Guadeloupe, 2, 3 % de la population au sein d'un peuple homogène où ce n'est pas le poids des Français de métropole venus d'Europe qui pèse électoralement. Alors là, le vote est démonstratif. Les Guadeloupéens dans leur immense majorité ne demandent pas une indépendance.

- En Nouvelle-Calédonie, le problème est différent, très différent parce qu'il s'agit là d'oppositions entre des ethnies, ce qui n'existe pas en Guadeloupe, en Guadeloupe c'est une revendication strictement politique d'une minorité, en Nouvelle-Calédonie c'est l'opposition entre elle de deux ethnies principales si l'on peut les appeler comme cela. Le peuple canaque est le peuple originaire de Nouvelle-Calédonie lequel peuple canaque a besoin de voir reconnue sa dignité et la dignité d'un peuple doit s'inscrire dans des institutions. C'est l'objet de notre démarche actuelle. Et puis il y a les néo-calédoniens qui depuis plus d'un siècle, d'autres depuis moins longtemps, sont implantés là de par leur famille et leurs ancêtres. Ce sont deux groupes ethniques à peu près d'égale importance qui sont concentrés dans des régions différentes et si la France n'exerçait pas son heureuse influence, on sait bien que ce seraient des violences qui se multiplieraient. Nous avons à régler un problème entre des ethnies, dans un territoire qui depuis très longtemps est un territoire français et sur lequel le gouvernement français a pris des positions en disant indépendance en association avec la France, parce que si les canaques ont droit à cette dignité, à cette reconnaissance, les fils et filles d'européens ont droit à leur sécurité et à leur pérennité et la France est le témoin et l'acteur principal quand ce ne serait que sur le -plan économique mais aussi sur le -plan politique qui permet d'assurer un équilibre à ce territoire. Nous voulons une politique très évolutive. C'est ce que nous avons fait avec le statut pour la Nouvelle-Calédonie indépendante. Cela résume bien notre position.\

QUESTION.- Eh bien, monsieur le Président, il y a quelques jours, la Communauté européenne a pris un certain nombre de sanctions en ce qui concerne le gouvernement de l'Afrique du Sud, étant donné l'apartheid. Mais le Royaume-Uni n'était pas d'accord avec ces sanctions. Quelle est votre opinion sur ce point ?

- LE PRESIDENT.- Puisque c'est la France qui a proposé ces mesures, nous préférons que la Grande-Bretagne adopte la même position.\

QUESTION.- Monsieur le Président, d'ici quelques jours, M. Gorbatchev sera ici. J'aimerais savoir quelles seront les questions fondamentales qui seront abordées au cours du premier voyage extrêmement important que va faire la première figure de l'Union soviétique.

- LE PRESIDENT.- Je n'en sais rien.

- QUESTION.- C'est un ordre du jour ouvert, si je comprends bien ?

- LE PRESIDENT.- Absolument. Mais enfin, avec un peu de bon sens, on peut imaginer. Et puis, il y a quand même eu déjà des relations à ce sujet : des ambassadeurs, des ministres, des relations extérieures.. Le dialogue est complètement ouvert. Mais forcément il s'orientera très vite autour de trois sujets : les mesures de détente, les problèmes de l'espace et les relations directes bilatérales entre la Russie et la France. Et avec cela nous avons déjà beaucoup à faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, d'ici quelques heures, vous allez accueillir le Président Alfonsín. Nous voudrions donc savoir ce que vous pensez de la nouvelle démocratie en Amérique latine, nous voudrions savoir aussi quel va être l'ordre du jour de vos entretiens avec le Président Alfonsín.

- LE PRESIDENT.- Nous attachons beaucoup d'importance à cette visite. Je connais le Président Alfonsín qui est déjà venu à Paris. Mais je tenais à ce qu'un voyage d'Etat puisse vraiment saisir les deux opinions - celles de l'Argentine et celles de la France - de la -nature excellente de nos relations. Naturellement nous nous sommes, nous, réjouis du retour à la démocratie en Argentine. Et comme cela s'est fait en portant au pouvoir un homme très estimé, une personnalité pour laquelle nous avons de l'amitié, cela a donné une coloration particulière à ce retour à la démocratie. Alors, je tiens à dire, à propos de cette question, qu'en recevant le Président Alfonsín, c'est au peuple argentin que j'adresse le salut de la France. C'est une très bonne et une très grande chose que l'Argentine puisse dans tous les pays du monde, mais particulièrement en France, engager un débat confiant, approfondi pour traiter

pays du monde, mais particulièrement en France, engager un débat continu, approfondi pour traiter, non pas simplement des problèmes entre l'Argentine et la France, mais des problèmes du monde.

- L'Argentine est un pays qui peut parler des affaires du monde à part entière. Pas simplement d'échange commercial - ce n'est pas négligeable - pas simplement des problèmes de l'Amérique latine - c'est très important - mais aussi des problèmes du monde, de la paix, de la guerre, du développement, de la crise, des causes de la crise et c'est déjà ce qui est contenu dans les échanges de vues que nous avons préparés.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous avons peut-être une idée, mais je dois dire que l'on pense toujours à la solitude du pouvoir, plus particulièrement quand on pense à un Président comme le Président de la République française, que lorsqu'il va prendre une décision politique. Est-ce que vous vous sentez seul, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Non. Mais toute décision, celle d'un chef d'Etat, mais aussi celle d'une vie privée pour quelque citoyen que ce soit, toute décision est solitaire, toujours. Cette décision-là ne se partage pas. Alors, naturellement l'ampleur des décisions que j'ai à prendre engage beaucoup plus de gens que lorsque j'ai décidé pour moi-même. Mais pour moi, c'est la même philosophie. Je ne pense pas qu'il y ait une morale privée et une morale publique, différentes l'une de l'autre. Contrairement à ce que je lis un peu partout, je n'ai jamais défendu le principe, depuis quatre ans que je suis Président de la République et même un peu plus, je n'ai jamais défendu la raison d'Etat. Raison pouvant prévaloir sur la morale privée. C'était simplement une conception démocratique. Je n'en tire pas gloire. La difficulté matérielle, bien que généralement je continue à habiter chez moi, à Paris - je viens souvent de chez moi à l'Elysée en me promenant, à pied. Je vais acheter mes livres et quelques fois mes cravates dans les magasins. Je vais au restaurant deux ou trois fois par semaine. J'ai mes amis. Je vais souvent dans les quelques endroits où je peux aller sans avoir, entre mes concitoyens et moi, la force publique, le commissaire du gouvernement, la gendarmerie, la police. Ils sont bien utiles, mais ils ont un peu tendance à se mettre entre le Président de la République et les gens. Je vais beaucoup dans les endroits où j'ai le contact direct, dans mon pays d'origine, la Charente, dans le pays que j'ai représenté électoralement pendant trente-cinq ans `Nièvre`, j'y étais hier, dans le pays où je passe tous mes loisirs, dans le sud-ouest de la France, près de la frontière d'Espagne `Latché`. Alors, j'y vais souvent et puis je parle avec eux. Et le réflexe révérentiel ne joue pas trop, du moins moins qu'ailleurs. Et puis, la rencontre et les journalistes suffiraient à maintenir en éveil mon esprit critique. Alors, bref, on ne souffre pas trop de la solitude du pouvoir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir si, dans les assises de votre pouvoir, il y a une action que vous pourriez regretter ?

- LE PRESIDENT.- Vous me posez des questions comme ça.. Il faut me laisser le temps de réfléchir ! Le jour où j'établirai le bilan de mon action, je relèverai certainement des approximations. Je ne suis pas à l'heure actuelle en situation de réflexion, pouvant revenir sur les orientations principales de mon action. Cela, je les maintiens intégralement. L'équilibre entre les blocs militaires, la nécessaire indépendance nationale de la France, cependant la coopération et même plus encore au sein de la Communauté européenne - faire l'Europe -, je suis pour faire l'Europe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la priorité au développement des pays qui en ont besoin. Cela, c'est ma politique et je ne reviens pas là-dessus. Maintenant, dans l'exécution, dans la mise en oeuvre, sûrement, il y a des points sur lesquels on aurait pu agir plus rapidement, autrement, mieux. On en parlera la prochaine fois, si vous le voulez.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous vous remercions infiniment de votre gentillesse. Vous nous avez dit qu'il était tout à fait habituel, que vous ne demanderiez pas les questions au préalable. Mais ce que je voudrais vous dire, c'est que votre style n'est pas non plus habituel et nous vous remercions du style avec lequel vous avez accepté que nous menions cette interview parce que, finalement, vous savez, la raison d'Etat - vous l'avez évoquée - elle ne permet pas toujours de donner toute information. Mais il y a aussi du côté des journalistes, parfois l'auto-censure et là nous ne l'avons pas sentie.

- LE PRESIDENT.- La raison d'Etat, j'ai dit ce que j'avais à en dire, mais il est nécessaire de temps en temps que l'Etat soit musclé, parfois même qu'il ait le sens du secret. Mais, pas longtemps. Il vaut mieux qu'un pays soit gouverné par ceux qui en ont la charge que par les autres. Cela dit, la démocratie c'est le respect de la liberté de l'information. Vous m'avez posé les questions que vous vouliez. Je vous ai répondu comme je voulais. Transmettez mon salut au peuple argentin. C'est ce que je souhaite le

plus.

- QUESTION.- Eh bien, monsieur le Président, vous avez une caméra en face de vous. Vous pouvez donc transmettre votre salut au peuple argentin, pour ce programme spécial qui sera présenté la semaine prochaine.

- LE PRESIDENT.- Quand j'ai appris que le Président Alfonsín pouvait venir à Paris pour ce voyage d'Etat dont nous avons parlé l'an dernier, j'ai pensé que c'était une grande occasion pour la France de renouer plus intimement avec un grand peuple qui a compté et qui comptera beaucoup dans l'évolution du monde moderne.

- Lorsque j'étais étudiant, j'ai préparé mes diplômes d'études supérieures en matière juridique et de droit international, et j'avais choisi comme sujet : l'évolution du droit et particulièrement du droit maritime au travers des grands jurisconsultes argentins. Et j'ai passé deux années de ma vie à plonger dans la matière extrêmement riche de la conception du droit tel que cela était le cas dans votre pays.

- Je dois donc, quelque chose en plus, personnellement, dans ma formation intellectuelle, à l'Argentine. Et, j'ai reconnu à travers cette étude, qu'il s'agissait non seulement d'un peuple actif, intelligent, artiste - c'est important, c'est une culture pour laquelle on se ressemble quand même, une culture romane. Mais, en plus, c'était un pays, un peuple, capable de concevoir. Et tous mes vœux vont à ce peuple pour qu'il surmonte ses difficultés économiques et politiques, qu'il reparte du bon pied. Mais, pour cela, il n'a pas besoin de mes conseils. Il sera peut-être heureux d'avoir mes vœux, mais pas mes conseils. Ce peuple a trouvé en lui-même le conseil qu'il devait se donner et je l'ai trouvé très courageux. Je souhaite sa réussite.\